

Convention de mise en œuvre d'un partenariat technique et financier pour la constitution et le maintien d'un fond de plan très grande échelle (PCRS) sur le département du Rhône (69)

Entre,

Le **Centre Régional Auvergne-Rhône-Alpes de l'Information Géographique**, Groupement d'Intérêt Public, situé à l'Hôtel de Région, site de Clermont-Ferrand, 59 boulevard Léon Jouhaux - CS 90 706 - 63050 Clermont-Ferrand, représenté par son Président, Monsieur Laurent WAUQUIEZ, ou son représentant dûment habilité,

Ci-après désigné « CRAIG »,

Et,

Le **Syndicat Départemental d'énergie du Rhône**, situé 61 Chemin du Moulin Carron, 69574 DARDILLY CEDEX représenté par Monsieur Malik HECHAÏCHI, son Président,

Ci-après désigné « SYDER »,

Ci-après désignée ensemble « les parties »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 Contexte

Cadre réglementaire

Conformément au chapitre IV de l'article R554-23 du code de l'environnement et aux dispositions de l'arrêté du 15 février 2012, les exploitants de réseaux sont tenus d'opérer une amélioration significative de la cartographie de leurs réseaux avec un objectif de précision :

- pour les réseaux sensibles* à un intervalle de 40/50 cm (classe A) soit un réseau positionné géographiquement à 10 cm,
- pour les réseaux non sensibles à un intervalle de 1,5 m (classe B) soit un réseau positionné géographiquement à 40 cm.

(*les réseaux sensibles : gaz, électricité, chaleur, éclairage public...)

Le calendrier est fixé par l'Arrêté du 26 octobre 2018, qui est venu modifier l'arrêté du 15 février 2012:

- 1er janvier 2020 : obligation de fonds de plan et tracés géoréférencés pour les réseaux sensibles enterrés en unité urbaine,
- 1er janvier 2026 : obligation de fonds de plan et tracés géoréférencés pour les réseaux sensibles enterrés sur l'ensemble du territoire et les réseaux non sensibles en unité urbaine,
- le 1er janvier 2032 : obligation de fonds de plan et tracés géoréférencés pour tous les ouvrages souterrains implantés sur l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, pour les travaux neufs, les exploitants privés et publics à travers la gestion des réseaux d'éclairage public, d'eau, d'assainissement, des réseaux de chaleur, etc. doivent se conformer dès à présent à ces nouvelles règles de cartographie des réseaux.

Mutualisation du Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS)

Les textes incitent également à des pratiques partenariales notamment autour de la question du fond de plan de référence à adopter pour représenter les réseaux.

En effet, le fond de plan employé pour répondre aux DT/DICT est le meilleur lever régulier à grande échelle disponible, établi et mis à jour par l'autorité publique locale compétente en conformité avec les articles L. 127-1 et suivants du Code de l'environnement

L'arrêté du 15 février 2012 modifié par l'arrêté du 26 octobre 2018 précise que cette disposition est applicable à tous les ouvrages, sensibles et non sensibles, dès l'existence effective dans la zone géographique concernée du lever régulier à grande échelle, et au plus tard le 1er janvier 2026.

Le CRAIG a pour vocation de fédérer les acteurs publics en matière d'acquisition de données géographiques de référence dans l'objectif de réaliser des économies d'échelle. Ses statuts lui permettent d'intervenir sur la mise en œuvre de PCRS.

Les statuts du GIP CRAIG instituent que seuls la Région, les Départements, les Métropoles et les Communautés d'Agglomération ont la possibilité d'adhérer au groupement en tant que membre fondateur. En dehors de cette adhésion, le GIP CRAIG ne peut travailler avec un Département ou une Agglomération. De fait les deux Agglomérations présentes sur le Département seront traitées différemment des communautés de communes ou autres acteurs publics.

Le SYDER en tant qu'établissement public peut être bénéficiaire de l'action du groupement par abonnement pour accéder aux offres publiques de services proposées par le CRAIG ou par voie conventionnelle sur des projets spécifiques tel que la réalisation du PCRS.

Article 2 Objet de la convention

La présente convention vise à établir un partenariat de mutualisation des coûts d'acquisition, de gestion et de maintien d'un PCRS de type imagerie aérienne. Outre les économies d'échelles, ce partenariat vise à faciliter les échanges autour d'un fond de plan commun.

La présente convention a pour objet de définir l'organisation, les rôles et responsabilités et les conditions de participation financière du SYDER et du CRAIG pour la réalisation, la gestion et le maintien du PCRS produit sur la zone d'exécution décrite à l'article 4.

Article 3 Description synthétique du fond de plan et exigences de précision

Le fond de plan attendu est un orthophotoplan de résolution 5 cm et de classe de précision inférieure à 10 cm (cf. arrêté de 2003 sur les classes de précision) comme décrit dans le standard PCRS V2.0.

Les exigences de précision du fond de plan permettent d'être en cohérence avec les obligations de l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement.

« ... Classes de précision cartographique des ouvrages en service :

— classe A : un ouvrage ou tronçon d'ouvrage est rangé dans la classe A si l'incertitude maximale de localisation indiquée par son exploitant est inférieure ou égale à 40 cm et s'il est rigide, ou à 50 cm s'il est flexible ;...»

Dans les secteurs où l'orthophotoplan ne permet pas d'identifier suffisamment le corps de rue, le fond de plan pourra être complété d'éléments vectoriels structurés selon la norme en vigueur. Ces éléments seront fournis suite à la signature de la convention sur les secteurs identifiés par les parties qui en disposent et sur demande du CRAIG comme complément à l'orthophotoplan.

Le fond de plan intégrera à terme des éléments d'adressage (n° de voie + libellé de voie) et les affluants de réseaux que les exploitants voudront bien communiquer au CRAIG.

Article 4 Périmètre géographique et calendrier

Le périmètre géographique de la convention est le Département du Rhône. La couverture du territoire par le référentiel très grande échelle s'effectue de façon progressive sur deux ans (2022 et 2023).

Le PCRS est déjà produit (2019) et mis à jour sur la partie rhodanienne de l'Agglomération de Vienne-Condrieu (143 km²). Ce PCRS a été totalement financé par le CRAIG. Un rattrapage financier sera demandé au SYDER (voir 8.2) afin d'intégrer ce territoire à la Convention.

La calendrier prévisionnel des acquisitions à venir est décrit à l'annexe 1.

Le financement des acquisitions de fond de plan au titre de la couverture initiale et des mises à jour est décrit à l'annexe 2.

Article 5 Engagements du CRAIG

Dans le cadre de la présente convention le SYDER confie au CRAIG la maîtrise d'oeuvre du projet qui assure les missions suivantes :

- Couverture initiale du PCRS
 - Pilotage des marchés d'acquisition d'orthophotoplans prévus dans la Convention
 - Contrôle qualité des acquisitions
 - Hébergement et diffusion des données conformément aux stipulations décrites à l'article 10
- Mise à jour du PCRS
 - Sollicitation et gestion des remontées de travaux sur le territoire couvert
 - Visite terrain des mises à jour remontées
 - Proposition des mises à jour au SYDER
 - Pilotage du marché annuel de mises à jour
 - Contrôle qualité
 - Hébergement et diffusion des données conformément aux stipulations décrites à l'article 10

1. Mise à jour du fond de plan

Le CRAIG s'engage à tout mettre en œuvre pour assurer la mise à jour de ce fond de plan :

- en fédérant les collectivités locales et exploitants de réseaux opérant des travaux de modification sur les voiries publiques,
- en intégrant chaque année à la liste des mises à jour potentielles, les listes des ouvrages des partenaires qu'ils exploitent et qui ont été mis en service durant l'année écoulée,
- en vérifiant sur le terrain les travaux portant modification à la voirie,
- en lançant les marchés d'acquisition ad hoc,
- en opérant (en direct ou via un marché) les contrôles qualité mentionnés au point 2 ci-après,
- en intégrant les mises à jour à la base « fond de plan »,
- en diffusant les mises à jour via un flux et par téléchargement des données,

➤ Méthode de mise à jour

En accord entre les parties, la mise à jour des orthophotoplans se fera uniquement sur les voiries qui ont connu des modifications depuis la prise de vue initiale. C'est une mise à jour dite différentielle.

➤ Mise à jour différentielle : liste non exhaustive de travaux déclencheurs d'opérations de mises à jour

Type de travaux	
Accessibilité	Quai bus
Aménagement Cyclable	Piste avec éléments en dur
Aménagement de sécurité	Plateau
	Rampe
	Chicane
	Îlots séparateurs
Travaux neufs	Création de voirie sur le domaine public
	Nouveaux lotissements public/privé

➤ Calendrier des opérations de production du référentiel :

Chaque année le comité de coordination validera l'ensemble des mises à jour à apporter au fond de plan très grande échelle. En fonction des informations ayant pu être collectées, le CRAIG assurera la mise à jour différentielle du référentiel.

2. Contrôle qualité

Le CRAIG s'engage à assurer le contrôle qualité sur l'ensemble des données produites et à en diffuser les résultats aux parties. Les contrôles opérés seront les suivants :

- contrôle de la précision planimétrique par rapport aux exigences de précision définies à l'article 3,
- contrôle du traitement radiométrique : homogénéité et aspect général, phénomènes météorologiques, accentuation des contours, saturation, spéculaire,
- contrôle géométrique : cisaillements particulièrement sur les voiries et ouvrages d'art, coulées de pixel...
- contrôle de l'aérotiangulation

Ces contrôles pourront être soit externalisés soit réalisés en direct par les agents du CRAIG.

3. Intégration d'éléments vectoriels

Si ils en disposent, les parties fournissent au CRAIG pour intégration au référentiel très grande échelle des plans vectoriels vérifiés et recalés sur les secteurs identifiés où l'orthophotoplan n'est pas suffisant (estimés à moins de 10% de la surface totale du fond de plan). Le CRAIG s'engage à intégrer sur ces zones les éléments fournis au fond de plan très grande échelle.

4. Hébergement des données

Les données produites, orthophotoplans et prises de vue aériennes, seront hébergées par le CRAIG au Datacenter Clermont Auvergne. Le CRAIG s'engage également à archiver les données acquises pour la durée de la convention et de mettre à disposition du SYDER et des partenaires tiers l'ensemble des données à l'issue de la convention.

5. Diffusion des données

Le CRAIG s'engage à diffuser en un seul exemplaire les orthophotoplans. C'est ensuite à chacun de diffuser le cas échéant ces données aux prestataires.

Concernant les prises de vues aériennes qui sont uniquement exploitables pour de la photogrammétrie aérienne, elles représentent des volumes de données considérables (plusieurs terraoctets par marché d'acquisition). Elles seront rendues disponibles, en format compressé, sur demande au CRAIG.

Par ailleurs, le CRAIG diffusera les orthophotoplans via des flux web aux standards OGC.

6. Veille technologique

Le CRAIG maintient une veille permanente sur la production des données géographiques, notamment sur les évolutions techniques qui permettraient d'optimiser les coûts de production du fond de plan ou d'en faciliter la réalisation.

Article 6 Marché

Les marchés établis dans le cadre de cette convention seront passés suivant les règles du code des marchés publics. Les acquisitions de données seront réalisées au sein des accords-cadre en cours au sein du GIP CRAIG.

Article 7 Obligation du SYDER

Le SYDER est l'autorité organisatrice de la distribution publique d'énergie électrique pour les communes du territoire du Rhône. Il lui revient d'administrer pour l'ensemble des communes du département le service public d'électricité et de gaz dont l'exploitation est consentie à des opérateurs nationaux dans le cadre de contrat de concession.

Il assure également la maîtrise d'ouvrage des travaux d'électrification rurale, des dissimulations des réseaux publics de distribution d'électricité (pouvant être coordonnées avec la dissimulation d'autres réseaux secs).

Le SYDER intervient également, dans le cadre du transfert de compétence Eclairage Public en tant que gestionnaire du réseau d'éclairage pour un nombre important de communes du département.

Le SYDER développe également, par le biais de compétences optionnelles, des actions dans le domaine des énergies renouvelables (photovoltaïque, réseaux de chaleur...), ou dans des opérations liées à la transition écologique, comme le déploiement et la gestion d'infrastructures de recharges pour véhicules électriques.

Dans ce cadre, le SYDER est fondé à assurer le rôle d'autorité publique locale compétente, et à ce titre il coordonne la maîtrise d'ouvrage du partenariat.

Chaque année, le SYDER fournira au CRAIG la liste des ouvrages dont il a la charge et qui ont été mis en service durant l'année écoulée pour alimenter les remontées de mise à jour. Il pourra s'appuyer sur le site <https://espacecollaboratif.ign.fr/> dans l'espace dédié au maintien du PCRS.

Par ailleurs, le SYDER s'engage à favoriser l'accès aux données géographiques de référence et services associés en prenant à sa charge l'offre payante du CRAIG à destination des communautés de communes et des communes du département (voir article 8 point 4).

Article 8 Participation financière

1. Clés de répartition financière des marchés de primo-acquisition et de mise à jour

SYDER	CRAIG
75%	25%

- Avec sa participation, le SYDER prend en charge :
 - sa part, notamment en tant qu'AODE pour les réseaux électriques publics, ou qu'exploitant de réseaux d'éclairage public et de réseaux de chaleur dans le cadre des compétences transférées par les communes,
 - la part des exploitants de réseaux d'électricité, de gaz, de télécommunications, de transport d'hydrocarbures, de réseaux de chaleur, de réseaux d'eau potable hors régions prises en charge par le CRAIG ou tout autre exploitant non couvert par la participation du CRAIG.
- A travers sa participation, le CRAIG prend en charge la part des organismes publics du département (Région, Département, Communautés d'Agglomérations, Communautés de communes, Communes, Syndicats d'assainissement, PNR,...) et de leurs éventuelles régies (eau potable, assainissement, télécommunications...) qui ne sont pas couverts par la participation du SYDER.
- Les mises à jour sont estimées à un coût de 10€ du km² couvert par le PCRS.
- La répartition des coûts est détaillée dans l'annexe 2.

2. Rattrapage des acquisitions déjà financées par le CRAIG

Comme indiqué à l'article 4, la partie rhodanienne de l'Agglomération de Vienne-Condrieu a été produite par le CRAIG ce qui représente une surface de 143 km². Ces données sont reversées au partenariat à un coût de 130 €/km² soit 18 590 €.

Le SYDER devra s'acquitter d'un rattrapage financier à hauteur de la clé de répartition définie au 8.1 soit **13 943 euros TTC**. Ce rattrapage sera appliqué sur le premier appel de fonds de la convention (voir annexe 2).

3. Dépenses annuelles internes au CRAIG de maintien du fond de plan

Ces dépenses permettent au CRAIG d'assurer les missions décrites à l'article 5. Elles sont calculées sur la période de la convention suivant la superficie couverte par le PCRS.

- Les frais engagés par le CRAIG sont estimés à 15 € par km² par an (dès la 1^{ère} année de convention suivant le prévisionnel de la surface couverte)
- Les montants sont répartis suivant les clés de répartition du 8.1 et détaillée dans l'annexe 2.

4. Prise en charge de l'abonnement à l'offre de service complète du CRAIG pour les communes et communautés de communes

Comme évoqué à l'article 7, le SYDER prend à sa charge l'accès aux services payants du CRAIG pour l'ensemble des communes du département. Le montant de cette prise en charge est indiqué dans l'annexe financière avec une progressivité définie par le SYDER. La liste des EPCI et/ou communes couvertes en 2022 est disponible en annexe 3.

Pour l'ensemble des communautés de communes et leurs communes le coût annuel est fixé à 15750€. Pour les communes des Agglomérations, si l'Agglomération est adhérente au GIP CRAIG, aucune prise en charge n'est demandée au SYDER au titre de l'accès au PCRS. Si l'Agglomération n'est pas adhérente au moment de la disponibilité du PCRS (2023), le coût annuel est fixé à 13900€ pour les communes de Villefranche Beaujolais Saône et à 9600€ pour la Communauté d'Agglomération de l'Ouest Rhodanien.

Les services sont les suivants :

- Accès direct au flux des orthophoplans du PCRS et de ses mises à jour annuelles dès qu'il est disponible sur le territoire
- Accès à l'ensemble des données disponibles au CRAIG (en téléchargement et en flux) :
 - Référentiel à Grande échelle IGN
 - Fonds de plan Scan®
 - BD Ortho Historique® 1950 ©IGN
 - Ortho-imagerie départementale HR
 - Fichiers fonciers – DGFIP
 - Plan cadastral informatisé
 - ...
- Service web de consultation des données cadastrales
- Service mutualisé de gestion des DT/DICT
- Tarif préférentiel pour des formations d'initiation au SIG
- Possibilité de référencer des données dans le catalogue conformément à la Directive INSPIRE
- Support utilisateurs 5 jours sur 7

Article 9 Acquiescement de la participation financière

À la notification des marchés (acquisition initiale et/ou mise à jour) le CRAIG informera le SYDER du montant réel et procédera à l'appel de fonds de la totalité de la somme.
Les dépenses internes au CRAIG seront appelées en une fois avec le premier appel de fonds de l'année.

Article 10 Droits d'utilisation et de diffusion des données

Le CRAIG et le SYDER sont copropriétaires du fond de plan. Le CRAIG fournit au SYDER un service dédié de visualisation des orthophotoplans afin de lui permettre d'exploiter au mieux ces données sans avoir à dupliquer une infrastructure de stockage et diffusion.

Les parties, en qualité de propriétaires des données, disposent des droits d'usage de l'ensemble des données produites dans le cadre de la convention pour une durée non limitée. Notamment :

- Le SYDER pourra exploiter et diffuser les données pour la bonne exécution de ses compétences et notamment diffuser les données à des prestataires en contrepartie de la signature d'un acte d'engagement.
- Le SYDER, via ses parts prises et suivant ses conditions, pourra diffuser les données aux exploitants de réseaux mentionnés à l'article 8.1. Des accès seront ouverts sur demande du SYDER pour ces ayants-droits.
- Le SYDER pourra proposer les données en visualisation dans ses outils à destination des communes et aux EPCI adhérentes au syndicat dans le cadre des compétences transférées au SYDER (éclairage public, bornes de recharge...).
- Grâce à la prise en charge du SYDER, les communautés de communes et leurs communes concernées accèderont à l'ensemble du catalogue de service du CRAIG (article 9.4) dont l'accès direct aux données du PCRS.
- Le CRAIG, via ses parts prises et suivant ses conditions, pourra diffuser les données (brutes ou en service de consultation) aux organismes publics rhodaniens mentionnés à l'article 8.1. Pour les Communautés d'Agglomération et le Département, l'accès aux données sera conditionné à une adhésion de l'organisme au GIP CRAIG tel que définit dans ses statuts.

Diffusion des données à un tiers hors périmètre de la convention

Chaque partie s'engage à ne pas céder ou commercialiser d'une quelconque façon ces données sans l'accord des parties. Les modalités d'accès et de diffusion seront définies conjointement entre les parties. Chaque partie s'engage à mentionner lors de la diffusion de tout ou partie de ces données les mentions de paternité des productions. Ces mentions seront précisées lors de la livraison des données.

Article 11 Nouvel entrant dans le partenariat

Aucun nouvel entrant n'est accepté pendant la durée de la convention. L'accès aux données produites se fera uniquement suivant l'organisme demandeur auprès du SYDER ou du CRAIG.

Article 12 Instance de coordination

En tant qu'autorité locale compétente, le SYDER fédère l'ensemble des acteurs impactés par la réforme (exploitants privés et publics) ainsi que tout acteur public intéressé par le PCRS.

Le SYDER réunit l'instance de coordination au minimum une fois par an et autant de fois que cela est nécessaire.

Avec l'appui du CRAIG, le SYDER assurera la tenue de réunions afin d'informer les parties de l'état d'avancement des travaux et assurera donc le secrétariat du projet (élaboration d'ordre du jour, animation de réunion, compte-rendu, plan d'actions...).

Article 13 Modalités de paiement

Les sommes seront versées au compte au nom de : Madame l'Agent Comptable du CRAIG.

TRESOR PUBLIC				RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE	
PARTIE RÉSERVÉE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ					
Le relevé ci-contre est destiné à être remis à vos créanciers ou débiteurs, français ou étrangers, appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiement des quittances etc...)					
Identifiant national de compte bancaire - RIB					
Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB	Domiciliation	
10071	63000	00001003940	62	TPCLERMONT F	
Identifiant international de compte bancaire - IBAN					
IBAN (International Bank Account Number)					
					BIC (Bank Identifier Code)
FR76	1007	1630	0000	0010	0394 062 TRPUFRP1
TITULAIRE DU COMPTE :					
CENTRE REG AUVERGNAT DE L'INFO GEOGRAPHIQUE					

Article 14 Justificatifs de réalisation

Le CRAIG s'engage à adresser en fin d'exercice de chaque année un compte-rendu ainsi qu'un rapport détaillant les différentes actions conduites.

Article 15 Durée de la convention

La Convention est conclue pour une période de 5 ans. Elle prend effet dès sa signature par les parties.

Article 16 Modification de la convention

Toute modification de la Convention fera l'objet d'un avenant. Concernant le renouvellement de la Convention, en accord avec les parties, un avenant devra être proposé six mois avant la fin de la Convention.

Article 17 Résiliation de la convention

En cas d'inexécution totale ou partielle de la présente convention par l'une des parties, les parties restantes se réservent le droit de résilier la convention par lettre recommandée avec avis de réception à la partie incriminée dans un délai de préavis de trois mois consécutif à une mise en demeure restée sans effet.

Article 18 Résolution des litiges

En cas de difficulté dans l'application de la Convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable avant de saisir le tribunal administratif de Lyon pour juger les litiges relatifs à la Convention.

Article 19 Formalités

La convention est dispensée de droit de timbre et des formalités d'enregistrement.

Fait à Dardilly, en deux exemplaires originaux.

Le

Le Président du SYDER

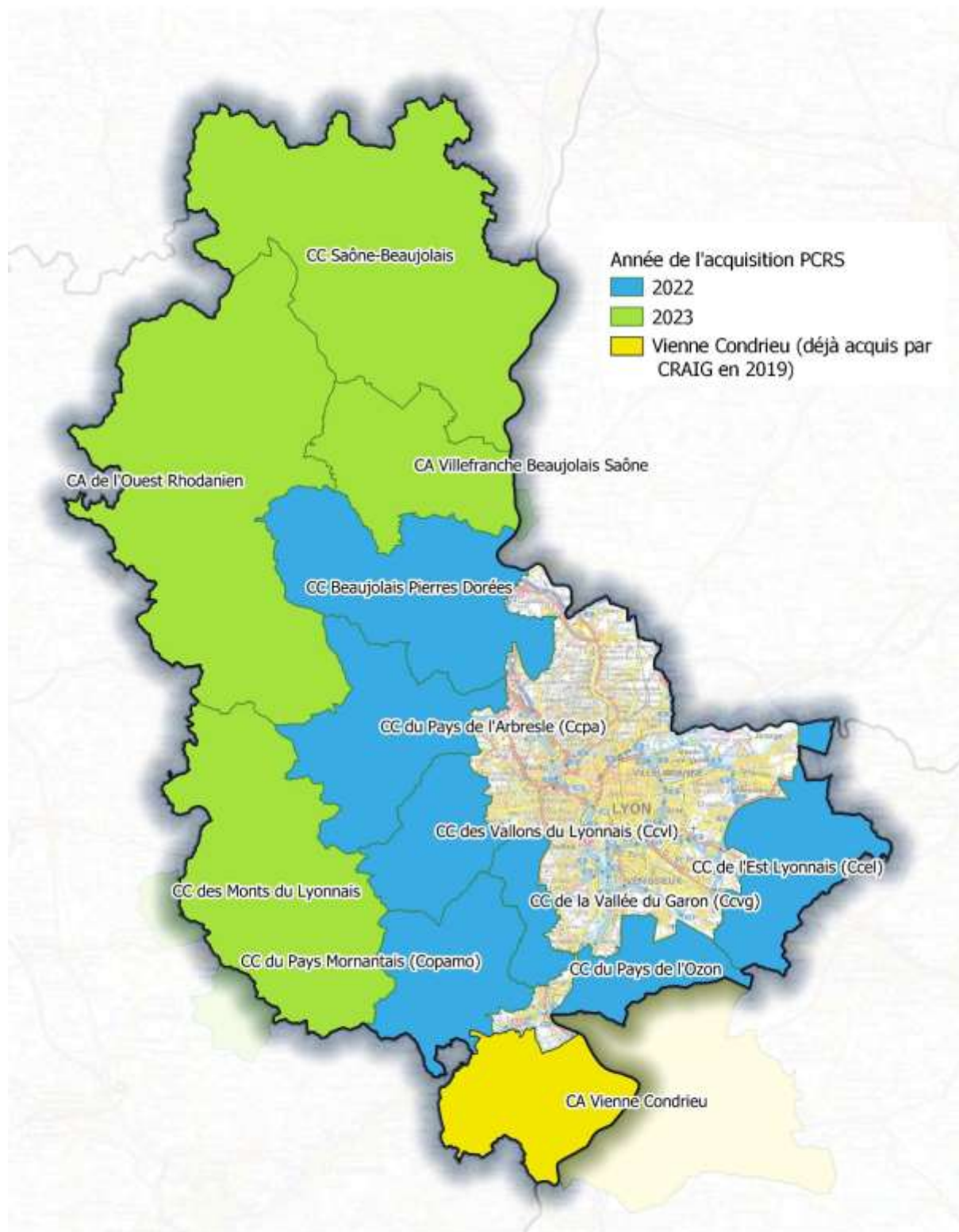
Pour le Président du CRAIG et par
délégation

M. Malik HECHAÏCHI

Mme Aline MOUSGHIAN
Conseillère régionale

ANNEXE 1

Acquisition du PCRS pour les prochaines années



ANNEXE 2

Échéancier de paiement

		SYDER	CRAIG
Clé de répartition des marchés		75%	25%
Agglomération de Vienne-Condrieu (côté Rhône)		13 943 €	A déjà financé l'acquisition
		SYDER	CRAIG
2022	Estimation primoacquisition * (953km²) - (152000€)	128 000 €	24 000 €
	Dépenses internes CRAIG	26 900 €	9 000 €
	Prise en charge abonnement CRAIG pour les CC et les communes**	15 750 €	
	Total	154 900 €	33 000 €
2023	Estimation primoacquisition * (1617km²) - (259000€)	194 000 €	65 000 €
	Dépenses externes "acquisitions de mise à jour*" - estimation	8 300 €	2 800 €
	Dépenses internes CRAIG	26 900 €	9 000 €
	Prise en charge abonnement CRAIG pour les CC et les communes**	15 750 €	
	Total	229 200 €	76 800 €
2024	Dépenses externes "acquisitions de mise à jour*" - estimation	20 300 €	6 800 €
	Dépenses internes CRAIG	26 900 €	9 000 €
	Prise en charge abonnement CRAIG pour les CC et les communes**	15 750 €	
	Total	47 200 €	15 800 €
2025	Dépenses externes "acquisitions de mise à jour*" - estimation	20 300 €	6 800 €
	Dépenses internes CRAIG	26 900 €	9 000 €
	Prise en charge abonnement CRAIG pour les CC et les communes**	15 750 €	
	Total	62 950 €	15 800 €
2026	Dépenses externes "acquisitions de mise à jour*" - estimation	20 300 €	6 800 €
	Dépenses internes CRAIG	26 900 €	9 000 €
	Prise en charge abonnement CRAIG pour les CC et les communes**	15 750 €	
	Total	62 950 €	15 800 €

* A la notification du marché, le CRAIG procèdera aux appels de fonds sur la base des coûts TTC commandés.

** Estimation sur les communes de communes (CC) et leurs communes à ajuster suivant l'annexe3

ANNEXE 3

Liste des communautés de communes ayant-droits au service du CRAIG

À définir par le SYDER